

Juste Terre!

mensuel n° 221 | juin 2025



Être du bon côté de l'Histoire quand elle nous jugera

⊕ *Jean-François Lauwens, responsable du Service politique*

Le 15 mai dernier, les Palestiniens et Palestiniennes commémoraient la Nakba (« catastrophe ») de 1948, ce moment où des millions d'entre eux et elles ont été chassés de leur foyer par le premier nettoyage ethnique commis par le jeune État d'Israël. Sans espoir de retour alors que celui-ci est explicitement inscrit dans le droit international...

77 ans plus tard. Le droit international n'a jamais été autant meurtri par Israël qu'en 2025. « Il y a un peuple qui est en train de crever sous nos yeux, en étant honteusement,

délibérément, affamé comme stratégie de guerre par le gouvernement israélien. C'est abject, c'est une honte absolue et c'est une infraction aux règles de droit international. » Ces mots sont du ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot, enfin monté au front pour réclamer des sanctions contre l'État hébreu.

Aujourd'hui, avec plus de 50.000 personnes décédées côté palestinien, une guerre insensée, une famine et un blocus sanitaire provoqués par lui, le gouvernement israélien commet un génocide. Suivant enfin sur ce point la société

civile et la Cour internationale de justice, les responsables politiques les plus modérés n'hésitent plus à utiliser le terme souvent galvaudé autant que controversé.

Malgré les blocages, le gouvernement belge s'est enfin résolu à agir. Trop tardivement ? Trop symboliquement ? Le soutien à l'initiative Macron d'une reconnaissance de l'État palestinien, celui aux sanctions, à la suspension de l'accord UE-Israël, vont dans le bon sens mais sont-ils réalisables ? Cela peut sembler anecdotique à côté de l'horreur qui se joue, mais cela ne l'est pas : c'est montrer notre attachement au droit international, aux droits humains. C'est être à la hauteur morale des événements. C'est être du bon côté de l'Histoire quand elle nous jugera.



Les défenseurs et défenseuses des droits humains menacés

⊕ **Quentin Minsier**, chargé de communication

Ces 10 dernières années, plus de 3.000 défenseurs et défenseuses des droits humains ont été assassinés dans le monde. Près de trois quarts d'entre eux et elles défendaient le droit à la terre et l'environnement, souvent en opposition à des projets soutenus par l'État. Celles et ceux qui ne sont pas assassinés sont victimes de multiples actes d'intimidation : détention arbitraire, menaces de mort, surveillance, etc.

Face à cette situation, Entraide et Fraternité a lancé en 2020 un *Fonds criminalisation*. Son objectif ? Fournir une aide aux partenaires et aux communautés locales qui sont victimes d'attaques alors qu'ils militent pour le respect de leurs droits.

Soutenir les paysans et paysannes de San Pablo

Le *Fonds criminalisation* soutient actuellement la communauté paysanne de San Pablo face aux pressions de riches anciens propriétaires fonciers : harcèlement, menaces et multiples recours juridiques afin d'empêcher les paysans et paysannes de cultiver la terre qui leur a pourtant été attribuée dans le cadre de la réforme agraire. Les pressions se sont renforcées il y a quelques semaines suite à une journée d'occupation pacifique des terres par les paysans et paysannes.

« Nous souffrons. Ce sont les anciens propriétaires fonciers qui récoltent et tirent profit de nos terres. Nous avons l'impression que nos droits ne signifient rien. »

Robinson, paysan



« Malgré l'obtention des titres fonciers, nous n'avons jamais pu nous installer sur les terres qui nous ont été promises. La police, sous l'influence des familles riches, nous bloque l'accès à notre propre terre. »

Ronnie Carcosia, paysan

Cette situation plonge les paysans et paysannes de San Pablo - dont la terre constitue leur seul moyen de subsistance - dans la faim et la pauvreté.

« On nous dit d'attendre la décision définitive de la justice parce que les anciens propriétaires ont encore déposé un recours. Sommes-nous censés attendre 15 ans ? D'ici là, nous serons peut-être déjà morts et nos enfants n'auront plus rien. Nous avons faim. »

Alice, tristement décédée il y a quelques semaines

Accéder à sa terre, un crime ?

Les Philippines constituent le pays où la répartition des terres est la plus inégale d'Asie du Sud-Est. La réforme agraire lancée par les autorités afin de lutter contre la pauvreté rurale a pourtant permis à des millions de paysans et paysannes sans terre d'obtenir un titre de propriété. Mais nombre d'entre eux et elles n'ont jamais pu s'installer sur la terre qui leur a été attribuée !

« La réforme agraire était censée être synonyme de justice. Au lieu de cela, elle n'est que frustration. »

Ronnie Carcosia

Soutien du Fonds aux paysans et paysannes de San Pablo

- Soutien juridique : frais de justice pour faire face aux recours déposés par les anciens propriétaires fonciers
- Soutien psychosocial afin de faire face au harcèlement et aux menaces
- Mobilisation communautaire afin de faire pression sur les autorités locales





Le personnel a été victime de nombreuses pressions de la part des forces de l'ordre.

Le personnel de LAHRA directement menacé

Le *Fonds criminalisation* a également permis de protéger le personnel de LAHRA (Alliance des défenseurs des droits de l'homme de Lanao), partenaire local d'Entraide et Fraternité.

Le personnel a été victime de nombreuses pressions de la part des forces de l'ordre locales : surveillance, intrusions illégales dans les bureaux, détention arbitraire, menaces de mort, etc. Leur tort ? Avoir

critiqué le gouvernement philippin pour leur campagne qui consistait à étiqueter de « communistes » ou de « terroristes » toutes les personnes qui défendaient les droits humains.

Grâce à l'appui du *Fonds criminalisation*, LAHRA a pu :

- installer des caméras de surveillance au sein et aux abords des bureaux (les caméras ont eu un effet dissuasif. Elles ont permis de réduire la surveillance et de mettre un terme aux intrusions).
- fournir un soutien psychosocial. Des ateliers ont permis au personnel de mieux faire face au stress et aux pressions.
- former le personnel à la sécurité numérique : mise en place d'une messagerie sécurisée, stockage des documents sur des supports sécurisés, etc.

« Le Fonds a été essentiel. Sans lui, le personnel n'aurait pas résisté à cette période de pressions. »

Adona Orquillas, vice-présidente de LAHRA



Programme 2022-2026 : des résultats probants

Entraide et Fraternité mène depuis trois ans et demi un programme quinquennal (2022-2026) qui a pour objectif d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires de quelque 1.785 familles paysannes et de pêcheurs grâce au développement d'une agriculture et d'une pêche locale, rentable et durable.

Entraide et Fraternité soutient cinq organisations locales sur l'île de Mindanao afin d'atteindre cet objectif : CONZARRD, LAFCCOD, KILOSKA, AGRO-ECO et SUMPAY.

Les principaux objectifs

- 1.209 familles paysannes et de pêcheurs augmentent leurs revenus annuels d'au moins 10 %
- 45 organisations paysannes et de pêcheurs réduisent leur vulnérabilité face aux catastrophes climatiques
- 76 organisations paysannes et de pêcheurs sont soutenues de manière durable par les autorités

Les résultats jusqu'ici

- 1.050 familles paysannes et de pêcheurs ont déjà augmenté leurs revenus annuels d'au moins 10%
- 55 organisations paysannes et de pêcheurs ont déjà mis en place les mesures nécessaires de prévention et d'adaptation aux catastrophes climatiques
- 71 organisations paysannes et de pêcheurs ont obtenu des aides financières de la part des autorités



La solidarité face à la barbarie

⊕ **Quentin Minsier**, chargé de communication

Le Sud-Kivu fait face depuis le mois de février à une nouvelle tragédie avec la prise de la ville de Bukavu ainsi que de vastes territoires ruraux par le groupe armé rebelle M23. Comme toujours, les populations civiles, en premier lieu les femmes et les enfants, sont les premières victimes. Selon l'ONU, les violences ont fait, en seulement quelques semaines, des milliers de morts et forcé des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer. Face à cette catastrophe humanitaire, Entraide et Fraternité a lancé un appel à dons d'urgence afin que ses partenaires locaux puissent fournir une aide aux familles paysannes victimes des combats.

Une aide essentielle

Les familles paysannes accompagnées par les partenaires locaux d'Entraide et Fraternité ont été frappées de plein fouet par les violences : des centaines de familles ont dû fuir leur terre et leur maison, les récoltes ont été pillées, les équipements agricoles permettant de transformer les produits agricoles (décortiqueuse de maïs, moulin à manioc, etc.) ont été saccagés, etc.

Les fonds récoltés grâce à l'appel d'urgence permettent aux partenaires locaux d'Entraide et Fraternité d'aider les familles paysannes de plusieurs manières :

- Distribution de kits de premier secours
- Appui aux familles paysannes déplacées : recherche d'un logement temporaire, distribution de nourriture, de vêtements, etc.
- Distribution de semences et de matériel aratoire de base afin de sauver les prochaines saisons agricoles
- Distribution d'équipements agricoles afin de permettre aux coopératives de reprendre leur activité de transformation des produits agricoles



Des équipements agricoles ont été distribués pour que les activités d'agriculture reprennent.



Une solidarité massive

Les citoyens belges ont répondu en masse à cet appel urgent afin d'aider les familles paysannes du Sud-Kivu. Une belle solidarité qui a profondément réjouit les partenaires d'Entraide et Fraternité.



« Merci beaucoup pour ce soutien essentiel en faveur des ménages affectés par la crise. »

Euphraise Ziribanchi Kivayaga, directeur du Centre de promotion rurale (CPR) sur l'île d'Idjwi



« Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à Entraide et Fraternité et ses donateurs et donatrices pour ce geste de solidarité fraternelle, d'une grande valeur en cette période difficile pour notre pays. Nous sommes profondément touchés par cette aide qui témoigne d'une grande générosité à l'égard des paysannes que nous accompagnons chaque jour. »

Nunu Salufa, directrice de l'Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin (APEF)



« Nous remercions infiniment Entraide et Fraternité et tous ses donateurs et donatrices pour cet acte de solidarité légendaire. Celui-ci contribue à l'allègement de la souffrance de centaines de ménages en difficulté. Pendant ce moment difficile de guerre et d'atrocités aiguës, Entraide et Fraternité et le public belge ne cessent d'être avec nous : échange d'informations, plaidoyer... et, maintenant, assistance matérielle. Une fois de plus, merci. »

Sylvain-Dominique Akilimali, directeur de Change



« Nous remercions Entraide et Fraternité et ses donateurs et donatrices pour cette grande marque de solidarité et de compassion. C'est une aide essentielle pour les familles paysannes victimes de cette barbarie dans nos zones d'action. »

Patient Bagenda, directeur du Comité pour l'autopromotion à la base (CAB)



Une insécurité encore omniprésente

Le M23, en coalition avec l'Alliance du fleuve Congo, maintient le contrôle de la plupart des zones envahies au Sud-Kivu. Les autorités locales dans ces zones ont été chassées et remplacées par une nouvelle autorité gérée par le M23. L'insécurité y est malheureusement omniprésente : pillages, exécutions sommaires, etc.



Quand un éducateur péruvien rencontre ses pairs bruxellois : un dialogue inédit entre professionnels de la jeunesse

⊕ **Najwa Hakiri**, chargée de communication

Et si les réalités sociales de Cajamarca et de Bruxelles n'étaient pas si éloignées ? Le 27 mars, au cœur des locaux de Pianofabriek, une quinzaine d'animateurs et animatrices du réseau Atout Projet ont échangé avec Juan Carlos Llanos Ramírez, professeur de mathématiques et coordinateur de l'association Chibolito dont Entraide et Fraternité est partenaire au Pérou. Juan Carlos est engagé depuis plus de vingt ans pour les droits des enfants défavorisés.



Juan Carlos engagé pour le droit des enfants au Pérou

Présent en Belgique à l'occasion de la campagne de Carême qu'Entraide et Fraternité a consacrée cette année au Pérou, Juan Carlos a suivi pendant plusieurs jours les équipes d'animation de notre département éducation pour aller à la rencontre de jeunes.

Cette journée avait ceci de spécial qu'elle voulait faciliter

un échange direct entre un acteur de terrain venu du Sud, engagé dans le secteur jeunesse, et des professionnels belges du même domaine. Une initiative qui s'inscrit dans une dynamique de croisement des pratiques. Organisée en collaboration avec le réseau Atout Projet, qui fédère des jeunes bruxellois autour

d'initiatives citoyennes locales, cette rencontre ouvre la voie à de nouvelles formes de solidarité et de dialogue entre professionnels engagés.

Matinée d'immersion dans les réalités de Chibolito

La journée a débuté par un atelier dessin. Chaque animateur s'est présenté (prénom, lieu de travail et tranche d'âge de son public) en l'illustrant. Première différence culturelle qui a fait rire l'assemblée : expliquer à Juan Carlos la distinction entre maison de quartier et maison de jeunes.

Vincent de Vrij, responsable de la coordination du Pôle régional d'Entraide et Fraternité, a ensuite posé le cadre socio-économique péruvien, avant de lancer la projection d'une vidéo des activités de Chibolito.

Juan Carlos a alors décrit la situation de Cajamarca : une métropole de 1,5 million d'habitants et habitantes confrontée à la surpopulation, à la crise économique et à l'exode rural provoqué par l'essor des mines. Privées d'emploi qualifié, de nombreuses familles se tournent vers le secteur informel en périphérie, exposant les enfants au travail de rue et aux risques d'exploitation.

Au cœur de cet environnement, Chibolito propose un accompagnement par tranche d'âge : accès à l'éducation (matériel scolaire, ordinateurs, espaces sécurisés), renforcement de l'estime de soi et de la confiance, sensibilisation aux droits et obligations, et soutien aux familles pour réduire la violence domestique et l'autonomisation des mères.

Juan Carlos a rappelé que l'école n'est pas vraiment gratuite au Pérou : les parents doivent souvent financer des professeurs particuliers de langues, de sport ou d'informatique, limitant l'accès des plus démunis à une éducation de qualité. L'accès à l'enseignement supérieur reste, quant à lui, extrêmement difficile avec une seule université publique pour des milliers de candidats et candidates, tandis que les établissements privés deviennent toujours plus onéreux.

Enfin, Juan Carlos a souligné le travail de mobilisation de Chibolito (levier de changements politiques), la place centrale des enjeux climatiques pour les populations précaires, et le travail mené auprès des femmes victimes de violences familiales. En favorisant leur autonomie économique, Chibolito contribue à sécuriser le cadre familial et à offrir aux enfants de meilleures chances de suivre une scolarité sereine.

« *Vous prenez en charge des enfants déscolarisés ?* » demande un animateur du réseau Atout Projet. Juan Carlos précise que Chibolito suit des jeunes aussi bien scolarisés que non : « *Nous ajustons nos actions aux emplois du temps de chacun et chacune ;*



interdire le travail n'est pas une option quand la réalité économique les y oblige. »

Après-midi ludique et réflexif

Les animateurs et animatrices ont démarré avec entrain l'après-midi avec le jeu ÉPI, développé par Entraide et Fraternité et revisité pour l'occasion sur la thématique péruvienne : un moment ludique, marqué par des mimes, des charades, des dessins, et une bonne ambiance au sein du groupe.

Puis, grâce au « jeu des 5 défis », chacun et chacune a exposé cinq défis rencontrés dans son métier au service de la jeunesse, faisant émerger des enjeux communs.

Juan Carlos a évoqué ses priorités : assurer la sécurité alimentaire des enfants, installer une boulangerie mobile à Cajamarca, créer des échanges internationaux, déconstruire le patriarcat au sein des familles et acquérir un local pérenne. Les animateurs et animatrices de Bruxelles ont, entre autres, évoqué les contraintes budgétaires et administratives, les voyages interculturels, la lutte contre les idéologies radicales, la

couverture des besoins essentiels, la mobilisation des parents, la sensibilisation écologique, la valorisation des talents, et la nécessité de transformations systémiques.

Malgré la diversité des défis, Dolores Fourneau, responsable du Pôle Jeunes à Entraide et Fraternité, a salué l'expertise de chacun et chacune : « *Vous êtes engagés, impliqués, et vous connaissez le terrain. Vous êtes des professionnels capables d'élaborer une vision à long terme.* »

Juan Carlos a conclu en soulignant l'enjeu majeur du financement. Il a rappelé aussi que tout progrès social passe avant tout par l'éducation : « *Les enfants ont cette envie d'apprendre. On peut cultiver cette envie d'apprendre pour les pousser à avoir une vision.* »

« Vous êtes en avance sur nous »

Cette session ludique a abouti à un échange de réflexions particulièrement fort.

Raphaël, animateur, a pris la parole : « *Je veux saluer le travail que vous faites. Vous arrivez à prendre en compte une vision*



Atout Projet à Juan Carlos : « Vous êtes un exemple de résilience communautaire. »

familiale, scolaire, amicale des droits des enfants, des enjeux sanitaires. Vous prenez en compte tout le système autour de l'enfant, c'est très cohérent. Ici, à Bruxelles, on a les mêmes enjeux, mais pas aussi marqués. Ce sont les mêmes sphères autour de l'enfance : manque d'argent, problèmes de violence, mais la différence entre nos conditions de travail, c'est la temporalité. Vous êtes en avance sur nous. On va arriver dans une situation avec un contexte politique qui devient de plus en plus fasciste. On va arriver vers une situation qui ressemble à la vôtre, vous êtes un exemple de résilience communautaire. Je voudrais vous remercier pour cela. Il ne faudrait pas que vous vous présentiez comme des gens du tiers-monde qui viennent demander de l'aide en Europe. Je ne dis pas que c'est ce que vous faites, mais vous pouvez renverser la balance. L'européen qui se pense pays des droits de l'homme devrait pour une fois écouter de vos

expériences communautaires. Il faut vous placer comme professeur auprès de certains européens. Et dites cela aux enfants ! »

Juan Carlos, touché par cette intervention, a répondu : « Merci. Construire cette résilience, ce n'est qu'en travaillant comme ça avec des récits et retours d'expérience que l'on avance. Ce sont des échanges réciproques. Je serai un messenger autant dans un sens que dans l'autre. Je pourrai ramener ça au Pérou avec les enfants de Chibolito. C'est un apprentissage réciproque, merci pour tout, ça m'ouvre des portes. »

Lire aussi l'interview en ligne d'Anissa Mestoui, chargée de projets chez Atout Projet, sur www.entraide.be



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

Axelle Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



MIXTE
Papier | Pour une gestion
forestière responsable
FSC® C012447

Avec le soutien de



Belgique

partenaire du développement



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.